

Communiqué de presse - Jeudi 2 avril 2009

Réaction du CCFD-Terre solidaire au communiqué du G20

Les pays pauvres grands oubliés du G20

Le G20 a montré qu'avec un peu de volonté politique, on peut faire quelques avancées. Mais le sort des populations les plus pauvres du monde n'était manifestement pas sa priorité. Pour le CCFD-Terre solidaire, le G20 a manqué une occasion historique de faire du sort des 3 milliards de pauvres la boussole de l'économie mondiale.

Le G20 n'a pas servi à rien. Plusieurs demandes historiques du CCFD-Terre solidaire ont été actées par le G20, comme le principe d'une liste noire des paradis fiscaux et l'abandon de la mainmise de l'Union européenne et les Etats-Unis sur la direction du FMI et de la Banque mondiale. Avec les règles de prudence et les mécanismes de contrôle qu'il a décidé d'imposer aux banques, le risque d'une nouvelle crise financière telle que celle des *subprimes* est sérieusement amoindri. C'est le minimum qu'on pouvait attendre du G20, mais c'est déjà ça.

Toutefois, pour Antoine Malafosse, délégué général du CCFD-Terre solidaire, « *le G20 a beaucoup parlé de régulation et de relance, mais il a complètement oublié un 3^{ème} 'R' – la répartition des richesses. Le G20 passe à la trappe le sort des pays pauvres, qui sont pourtant les plus durement touchés par une crise dont ils ne sont aucunement responsables* ».

Le CCFD-Terre solidaire en veut pour preuve que :

- Seuls les pays émergents ont été invités à négocier, laissant de côté les plus pauvres et l'ONU. Le G20 fait comme si l'ONU n'avait rien à proposer, alors que la Commission Stiglitz a formulé des propositions ambitieuses pour alimenter le sommet onusien sur la crise du 1^{er} au 3 juin¹[1].
- Alors que les paradis fiscaux coûtent 900 milliards de dollars par an aux pays du Sud, les progrès annoncés ne serviront qu'aux pays riches. Avec la liste noire du G20, rien n'oblige les paradis fiscaux à être transparents avec les pays pauvres. Au contraire, le G20 confie le mandat d'évaluer les paradis fiscaux à l'OCDE, un club de pays riches.
- Le G20 condamne un peu vite le protectionnisme : il a sans doute raison de le faire pour les pays riches, mais il ne faut pas oublier que pour les pays pauvres, la protection des marchés agricoles est une condition *sine qua non* pour que des dizaines de millions de paysans puissent continuer à vivre de leur travail.
- Le G20 s'est focalisé sur les banques, mais il est resté muet sur le besoin de réguler les entreprises multinationales, qui n'ont aujourd'hui de comptes à rendre devant personne lorsque leurs filiales ou leurs fournisseurs commettent des violations des droits de l'Homme ou de l'environnement dans les pays pauvres.
- Le G20 annonce 1 000 milliards de dollars pour le FMI, la Banque mondiale et les banques de développement, mais le bénéfice qu'en tireront les pays pauvres reste flou. Selon le réseau Eurodad, l'aide annoncée par le G20 à l'intention des pays pauvres ne représente qu'1/20^{ème} des besoins chiffrés par la Banque mondiale pour faire face à la crise²[2].
- Le G20 annonce que les pays émergents auront plus de poids au sein du FMI et de la Banque mondiale, mais ce processus devrait encore laisser sur le carreau les pays les plus pauvres.
- Le G20 insiste pour règlementer le crédit, mais il oublie ses lourdes responsabilités dans le surendettement des pays pauvres.

¹[1] La Commission Stiglitz fait notamment des propositions pour sortir de la domination du dollar, donner plus de poids aux pays pauvres au FMI et à la Banque mondiale, créer un conseil économique du type G20 au sein de l'ONU, créer des taxes mondiales sur les émissions de carbone et les transactions financières, éliminer les paradis fiscaux, etc. Voir : <http://www.un.org/ga/president/63/letters/recommendationExperts200309.pdf>

²[2] Etude d'Eurodad, réseau européen sur la dette auquel participe le CCFD-Terre Solidaire - <http://www.eurodad.org>

Première ONG française de développement, avec 40 millions d'euros de budget et plus de 500 initiatives soutenues chaque année dans 80 pays du sud et de l'est, le **Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD-Terre solidaire)** a acquis depuis près de 50 ans un savoir faire et de nombreuses références dans le dialogue avec les sociétés civiles de ces pays. Cette expertise est utilisée aujourd'hui dans de nombreuses activités de communication, de plaidoyer et d'éducation au développement en direction du public français et européen, grâce à un réseau de 15 000 bénévoles militants.